

[Texte]

increases in expenditures for basic research, given the actual performance?

Dr. May: Amazingly good under the circumstances, really, because one finds people who are really devoted to what they have chosen their career path to be. They really are wrapped up in the research area they are pursuing. And of course, disappointed that they do not get enough support from our council, they spend a lot of time chasing support from a variety of places. Some people have said that some university researchers are spending one-third of their time doing research, one-third of their time teaching, and the other one-third trying to get money to support their research.

• 1105

But having said all that, one is dealing with a group of people who are very committed to what they are doing. If they were not, they would not be there. So even though the support is—

Mr. McCurdy: Having been a university professor myself, I know this funding regime commitment to science in universities is almost equivalent these days to being committed to a mental institution. You are there and that is where you are going to be, and it is not going to get much better—evidently.

With respect to the matching program, 75% of all contributions going to Ontario and Quebec, how does that compare with the distribution of NSERC funds?

Dr. May: It would be greater. About 65% of NSERC funds would go to Ontario and Quebec. About 40% to Ontario and 25% to Quebec. And that does not change much from year to year.

Mr. McCurdy: Then the matching program has not helped to any significant degree in achieving a better balance in funding of science across the country.

Dr. May: No, and nor do I think it was ever intended to. It was intended to stimulate university-industry interaction wherever universities and industries found themselves with common cause.

Now, there have been some interesting examples of university research in one province being funded from a province many provinces away. I think of offshore exploration in Newfoundland being funded from Alberta.

However, it was not a policy intended to do anything about regional distribution. It was expected that the regional distribution would be highly skewed toward Montreal, Toronto, southern Ontario, and industrial areas of the country; and in fact, that is exactly the way it is.

Mr. McCurdy: Taking this 75% to Quebec and Ontario, and taking the 65% which is the normal distribution, which is really a reflection of the failure across the board for the universities to develop and

[Traduction]

augmentation substantielle des fonds destinés à la recherche fondamentale, et qui doit se contenter de miettes à l'heure actuelle?

M. May: Chose étonnante, leur moral est encore bon, en dépit des circonstances, car beaucoup de scientifiques se dévouent corps et âme à la carrière qu'ils ont choisie. Ils sont entièrement absorbés dans leur travail. Bien entendu, déçus de ne pouvoir obtenir suffisamment de fonds de la part de notre conseil, ils passent beaucoup de temps à cogner à d'autres portes. Certains vous diront que les chercheurs d'université consacrent un tiers de leur temps à la recherche, un tiers à l'enseignement et un tiers à chercher des fonds pour leurs travaux.

Cela dit, il s'agit d'un groupe de personnes qui se dévouent entièrement à leur tâche. Autrement, ils ne seraient pas là. Alors même si l'appui est...

M. McCurdy: En tant qu'ex-professeur d'université, je sais bien que le financement de la recherche scientifique dans les universités semble être plus ou moins de nos jours le fait d'un déficient mental. Le scientifique est là pour y rester, mais il ne peut espérer que la situation s'améliore, de toute évidence.

Pour ce qui est du programme de financement de contrepartie, dont les trois quarts vont à l'Ontario et au Québec, comment cela se compare-t-il avec la répartition des fonds du Conseil?

M. May: Le pourcentage est plus élevé dans le premier cas, car 65 p. 100 de nos fonds vont à l'Ontario et au Québec, soit 40 p. 100 à l'Ontario et 25 p. 100 au Québec. Ces pourcentages ne changent guère d'année en année.

M. McCurdy: Le programme de financement de contrepartie n'a donc pas contribué à mieux équilibrer le financement de la recherche scientifique au Canada, n'est-ce pas?

M. May: Non, et je ne crois pas non plus que c'est ce qu'on recherchait. On voulait stimuler les contacts entre les universités et l'industrie pour qu'elles se fixent des objectifs communs.

Or, on peut même citer des cas intéressants de recherche universitaire effectuée dans une province et financée par une autre située beaucoup plus loin. Témoin l'exploration au large de Terre-Neuve qui a été financée par l'Alberta.

Néanmoins, la politique établie à cet égard n'avait rien à voir avec la distribution régionale. On escomptait que la répartition des fonds favoriserait grandement Montréal, Toronto, le Sud de l'Ontario et les régions industrielles du Canada; en fait, c'est exactement ce qui s'est produit.

M. McCurdy: Au sujet des 75 p. 100 qui vont au Québec et à l'Ontario, en admettant que 65 p. 100 soit le pourcentage normal de répartition, ne peut-on pas dire que les universités ont échoué dans leur tâche, qu'elles